



## Observatoire des finances locales des Petites Villes de France

septembre 2012

**A**ffectées par la raréfaction du crédit, la contraction des ressources de l'Etat et les effets indirects de la crise économique, les petites villes de France réussissent en 2011 à préserver leurs grands équilibres financiers et poursuivent avec dynamisme leur contribution à l'investissement public local. Toutefois, les projections à 4 ans réalisées sur la base d'hypothèses prudentes sont plus préoccupantes. En effet, les Petites Villes perdent en tendance sur la période à venir une part significative de leur autofinancement et pourraient être conduites soit à réduire leur effort d'équipement (-1 Md€/an) ou leurs dépenses de gestion (dont l'élasticité demeure très faible) soit à accroître la fiscalité directe.

C'est en effet ce que montre l'étude réalisée par LocalNova auprès d'un échantillon représentatif de Petites Villes de France.

### 1 | Synthèse générale

#### Sur la période 2010/2011 :

Les **recettes de gestion** restent dynamiques (avec une évolution de près de 4%) portées par les impôts et taxes (transfert de la part départementale des taxes ménages) alors que les dotations d'Etat baissent sensiblement en valeur.

Les **dépenses de gestion** croissent également, mais à un rythme moins soutenu (+3,6 %). Les dépenses de personnel et les charges à caractère général (soit 70% des dépenses de gestion) participent pour l'essentiel à l'évolution de ces dépenses.

Les **frais financiers** restent stables et profitent de la stabilité de l'encours de dette et de l'évolution favorable des taux d'intérêt, en dépit du surcoût financier impactant les nouveaux crédits bancaires.

L'**autofinancement brut (ou épargne brute)** progresse de 6,5% pour s'établir à près de

3,5 Md€ soit 197€ par habitant et contribue pour 68 % aux dépenses d'investissement.

Les **dépenses d'investissement** évoluent de 2% et représentent plus de 5,2 Md€ alors que l'endettement se stabilise à 16 Md€ soit un niveau par habitant encore modéré (938€). Le **fonds de roulement** (somme des excédents de fonctionnement et d'investissement) ressort à un niveau très élevé (4,7 Md€) et représente 71 jours de dépenses.

Cette situation d'ensemble ne doit pas occulter la disparité des situations financières existantes.

#### Projection à 4 ans (2013/2016) :

D'après les 3 scénarios prospectifs testés et présentés en page 6 (fil de l'eau, baisse des recettes courantes et baisse des dépenses de fonctionnement), l'autofinancement décroît significativement pour devenir structurellement négatif (scénario 1 & 2). Seule une réduction importante des dépenses d'équipement (-1 Md€/an soit 5 Md€ sur 5 ans) ou une augmentation de la fiscalité, que la conjoncture économique rend toutefois délicate, permettrait la stabilisation des équilibres financiers (scénario 3).

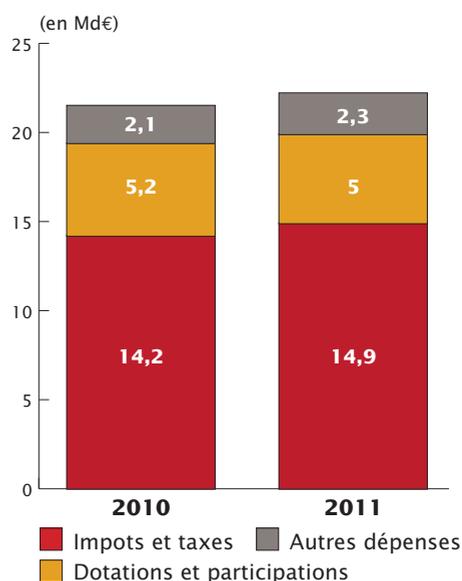
## Les recettes de gestion

Les recettes de gestion continuent à **évoluer favorablement** (+3,9%) mais connaissent des situations contrastées.

Les dotations et participations (Etat) diminuent de près de 1,7% soit une baisse de 200 millions d'euros.

Cette baisse est compensée par les impôts et taxes (+0,7 Md€). La réforme de la Taxe professionnelle et le transfert en 2011 de la taxe foncière départementale expliquent en partie cette évolution.

En dépit d'un contexte économique morose, les recettes de gestion évoluent favorablement.



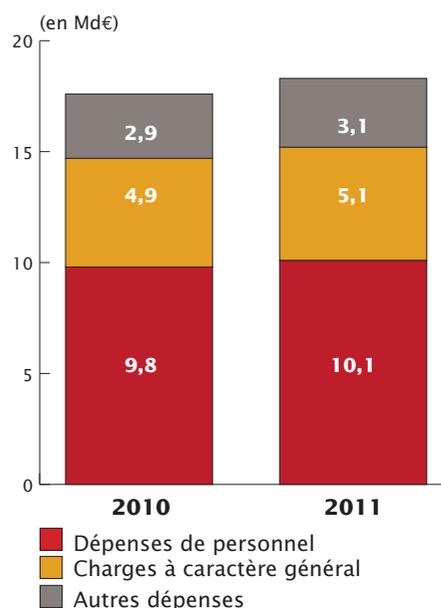
## Les dépenses de gestion

Les dépenses de gestion progressent à un rythme moins soutenu que les recettes 3,6%, portées par les dépenses structurelles communales : les dépenses de personnel et les charges à caractère général.

Les dépenses de personnel connaissent une évolution mesurée (+2,8%) alors que les charges à caractère général évoluent de façon plus marquée (+3,7%).

Les charges de gestion courante ont joué un rôle d'amortisseur en diminuant sensiblement (-1,4%)

Les communes parviennent à maîtriser les dépenses de gestion et à éviter l'effet de ciseau par rapport aux recettes de gestion, traditionnellement observé en période de ralentissement économique.

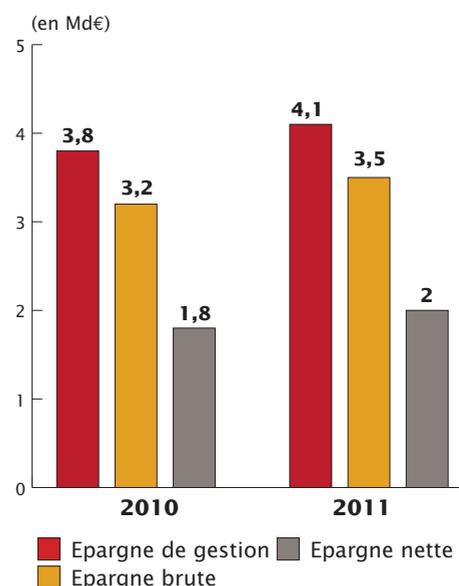


## L'autofinancement

L'épargne de gestion (EG), (différence entre les recettes et les dépenses de gestion) connaît une **évolution très favorable (4,1 Md€)** confirmant ainsi la bonne santé financière des communes ainsi que la maîtrise de leur gestion budgétaire.

A la faveur des niveaux de taux d'intérêt historiquement très bas, les frais financiers ont été maîtrisés et l'épargne brute (EG – frais financiers) et l'épargne nette (déduction faite de la part en capital de la dette) continuent de progresser.

L'autofinancement se situe à un niveau très élevé et participe pour près de 70% de l'épargne brute et 40% de l'épargne nette, au financement des dépenses d'investissement des communes de l'échantillon.



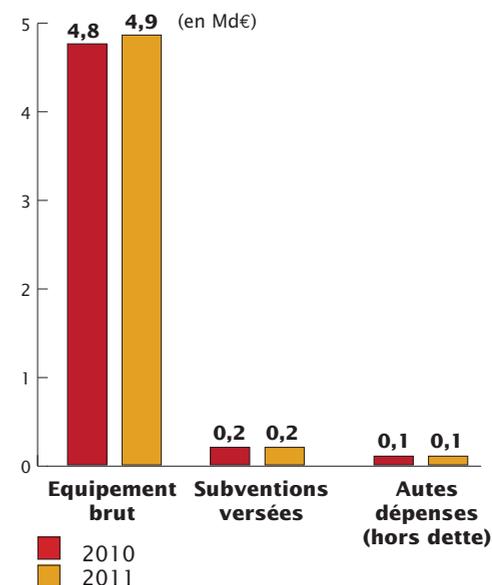
## Les dépenses d'investissement

Le volume d'investissement connaît, en dépit de la crise **économique, une dynamique importante et représente 5,1 Md€ (+2,2%)**

L'équipement brut (représenté par les dépenses de BTP) constitue la part la plus importante des dépenses d'investissement avec 4,9 Md€.

Les Petites Villes représentent près de 10% de l'ensemble des dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette) des collectivités locales.

Le rôle d'investisseur contracyclique des communes s'affirme et leur importance dans l'investissement et l'effort d'équipement se confirme en 2011.



## L'endettement

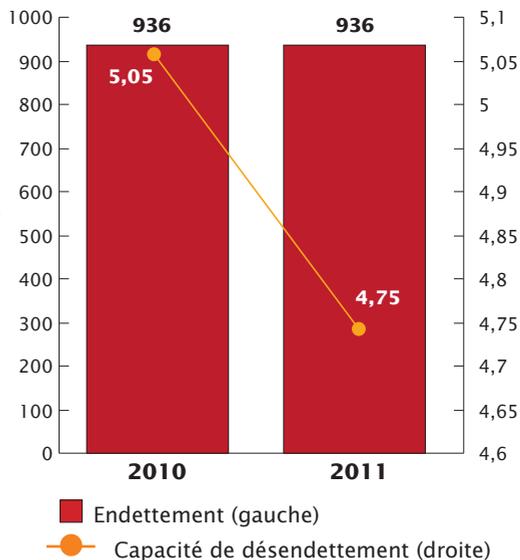
L'endettement des Petites Villes, qui demeure à un niveau mesuré, est resté stable sur la période 2010-2011 (936€/hab).

Cette situation tient à deux facteurs cumulatifs :

- le niveau élevé d'amortissement de l'encours existant (1,4 Md€),
- un recours à l'emprunt limité à 1,4 Md€€ (sous pression de la contraction de l'offre de crédit).

Parallèlement, le ratio de désendettement (nombre d'années nécessaires pour rembourser l'endettement avec l'épargne brute) passe de 5 ans à 4,8 ans.

En raison d'un excellent niveau d'autofinancement et à la faveur d'une raréfaction du crédit, l'endettement est maintenu.



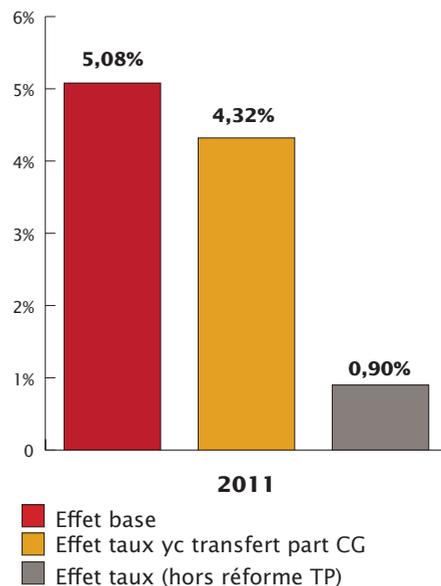
## La fiscalité directe (taxes ménages)

Le produit fiscal global connaît une évolution marquée en 2011 (+9%).

Cette évolution tient à trois facteurs :

- La progression dynamique des bases fiscales des taxes ménages : plus de 5%,
- L'application de la rla réforme de la taxe professionnelle et son impact sur les taux des taxes ménages (TH).
- Une utilisation modérée du levier fiscal (+0,9%).

La fiscalité directe évolue significativement à la faveur d'une augmentation dynamique des bases fiscales. La pression sur les taux est très modérée.



## D'où vient l'argent ?

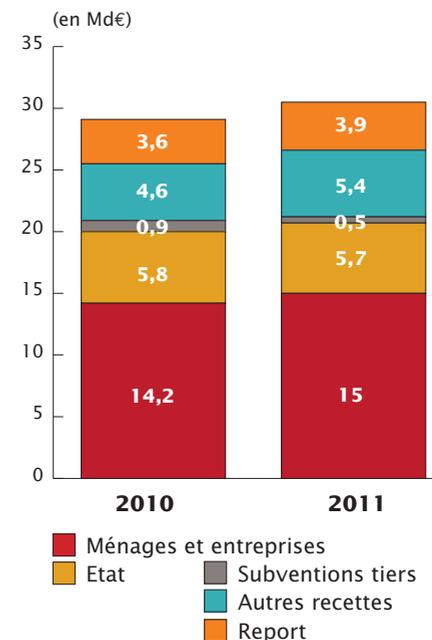
Les ressources fiscales externes s'élèvent à près de 30 Md€, en progression de 2,8%.

Les ménages et les entreprises (fiscalité ménages et entreprises) sont les principaux contributeurs, avec près de 50%.

La part de l'Etat, au travers des dotations et du FCTVA, marque le pas (-2,9%) pour représenter 18,7 % des ressources des communes.

Les subventions restent stables, à un niveau modéré.

La part des ressources issues des ménages et des entreprises s'accroît et compense la baisse des contributions en provenance de l'Etat.



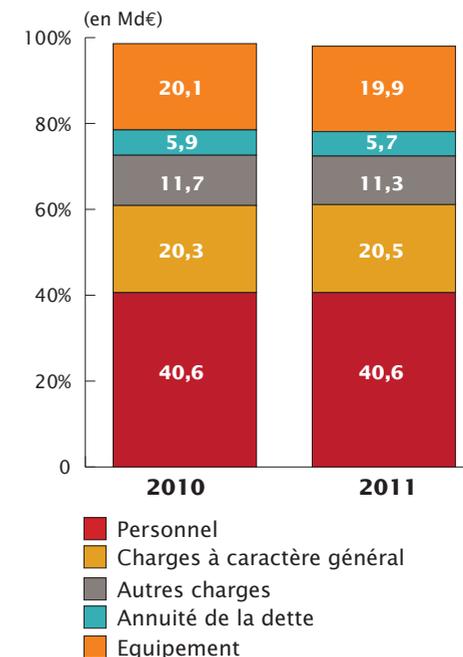
## Où va l'argent ?

La structure des dépenses reste globalement stable entre 2010 et 2011.

Avec près de 40%, les dépenses de personnel restent le poste principal de dépenses des communes. Ce niveau est comparable à 2010 et s'inscrit dans la continuité des proportions observées dans le passé.

L'investissement représente près de 20 % des dépenses communales.

La structure des dépenses est préservée et la part consacrée à l'investissement reste comparable à la tendance historique.



## 2 | Tableau détaillé des flux financiers (en Md€)

Le tableau de flux financiers ci-dessous présente les masses financières en milliards d'euros pour les principaux postes budgétaires et en €/hab pour l'année 2011.

Equilibres Financiers	CA 2010	CA 2011	% d'évolution	2011 en €/hab
<b>Recettes de Gestion</b>	<b>21,5 Md€</b>	<b>22,3 Md€</b>	<b>3,9 %</b>	<b>1 276 €</b>
Impôts et Taxes	14,2 Md€	14,9 Md€	5,7 %	857 €
Dotations et Participations	5,2 Md€	5,1 Md€	-1,7 %	291 €
<b>Dépenses de Gestion</b>	<b>17,6 Md€</b>	<b>18,3 Md€</b>	<b>3,6 %</b>	<b>1 044 €</b>
Charges à caractère général	4,9 Md€	5,1 Md€	3,7 %	291 €
Dépenses de personnel	9,8 Md€	10,1 Md€	2,8 %	576 €
Autres charges courantes	2,8 Md€	2,7 Md€	-1,4 %	160 €
dont subventions de fonctionnement	1,3 Md€	1,4 Md€	4,3 %	80 €
<b>Epargne de gestion</b>	<b>3,8 Md€</b>	<b>4,1 Md€</b>	<b>5,9 %</b>	<b>232 €</b>
Frais financiers	0,6 Md€	0,6 Md€	1,3 %	35 €
<b>Epargne brute</b>	<b>3,2 Md€</b>	<b>3,5 Md€</b>	<b>6,4 %</b>	<b>197 €</b>
Remboursement du capital	1,4 Md€	1,4 Md€	3,98 %	79 €
<b>Epargne nette</b>	<b>1,8 Md€</b>	<b>2,0 Md€</b>	<b>13,2 %</b>	<b>117 €</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>5,0 Md€</b>	<b>5,1 Md€</b>	<b>2,0 %</b>	<b>294 €</b>
Equipement brut	4,8 Md€	4,9 Md€	1,0 %	278 €
Recettes d'investissement	2,6 Md€	2,4 Md€	-6,8 %	138 €
Dotations et subventions	1,6 Md€	1,4 Md€	-12,7 %	78 €
Produit des Cessions	0,4 Md€	0,5 Md€	24,0 %	28 €
<b>Emprunts nouveaux</b>	<b>1,2 Md€</b>	<b>1,3 Md€</b>	<b>14,0 %</b>	<b>73 €</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>3,6 Md€</b>	<b>3,9 Md€</b>	<b>10,6 %</b>	<b>225 €</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>3,9 Md€</b>	<b>4,7 Md€</b>	<b>19,3 %</b>	<b>267 €</b>
<b>Encours de dette (31/12)</b>	<b>16,4 Md€</b>	<b>16,4 Md€</b>	<b>0,00 %</b>	<b>936 €</b>

## 3 | Précisions méthodologiques

L'étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 105 communes représentatives des petites villes de France et a porté sur l'examen détaillé des Comptes Administratifs 2010 et 2011 et de leurs annexes fiscales et d'endettement (méthode probabiliste).

Le tableau de flux financiers exprimé en euros par habitant a été établi sur la base d'une population de 17,5 millions d'habitants.

La présente étude (CA 2010 et CA 2011) est disponible sur le portail web de LocalNova à la rubrique « Actualités », accessible en page d'accueil.

Pour un accès direct et immédiat, cliquez sur le lien suivant :

<http://www.localnovafinance.fr/fr/presentation/presse.html>

La présente étude a été réalisée entre juin et août 2012.

## 4 | Projections financières à 4 ans

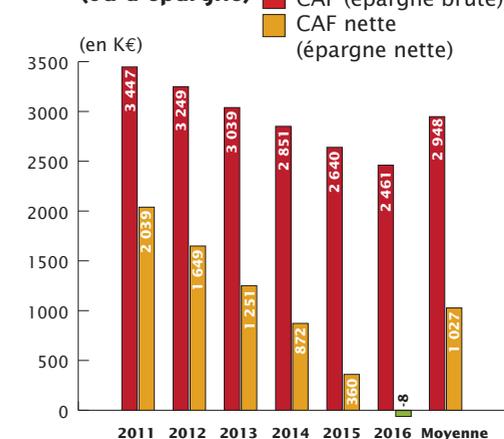
### Scénario 1 (fil de l'eau)

Dans ce scénario, les dépenses de gestion progressent à un rythme de 2% contre 1% pour les recettes, les taux de la fiscalité restent inchangés et les bases fiscales progressent de 1,5%. Les dotations d'état sont stables.

L'investissement reste stable à 5,2 Md€/an et la structure des recettes d'investissement est identique à celle de 2011 avec une légère diminution des subventions reçues.

L'autofinancement chute fortement sur la période (-2 Md€) et disparaît totalement à terme.

### Les soldes d'auto-financement (ou d'épargne)



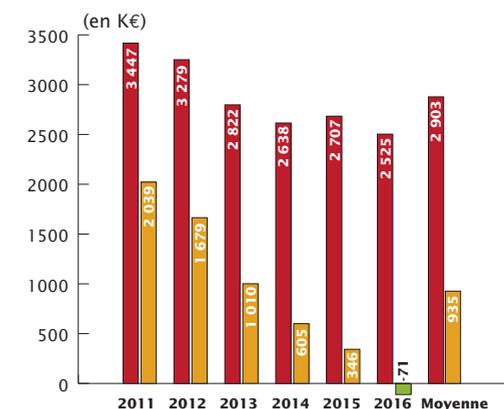
### Scénario 2 (baisse des dotations d'état)

Dans ce scénario, les hypothèses de recettes et de dépenses sont identiques au scénario 1 à l'exception des dotations d'Etat qui diminuent de 5% en 2013 et demeurent stables en valeur au delà.

L'investissement est stable à 5,2 Md€/an et l'ajustement se fait par l'emprunt en légère baisse.

L'autofinancement recule rapidement pour devenir négatif, la capacité de désendettement passe au delà de 6 ans.

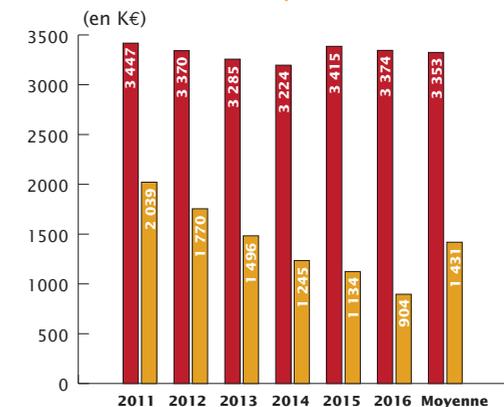
Pour permettre le retour à l'équilibre, les dépenses d'équipement devraient baisser de 1Md€/an (soit 20%/an).



### Scénario 3 (baisse des dépenses de fonctionnement)

Dans ce dernier scénario, les dépenses de gestion progressent de 1,5% contre 2% dans les scénarios 1 et 2. Toutes les autres hypothèses sont identiques au scénario 1 et le niveau d'équipement reste stable à 5,2 Md€. Les taux de la fiscalité progressent de 3% en 2015.

L'autofinancement recule mais dans des proportions plus modérées et le niveau d'équipement est maintenu. L'endettement poursuit sa diminution, le flux net de dette (emprunt-remboursement) étant négatif.



la finance en ligne  
des acteurs publics

# localnova

## LOCALNOVA S.A.S

6 rue de la Charité  
69002 LYON

Société agréée par l'AMF en qualité de  
Conseil en Investissements Financiers

### Vos contacts

**Frédéric MAURY**

Président

**Annie PILLOT**

Relations Presse et institutionnels

### Correspondants budgétaires

**Sandrine MANSON**

Correspondante Sud-Ouest  
sandrine.manson@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 34

**Véronique DE SAVIGNY**

Correspondante Nord-Ouest  
veronique.desavigny@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 37

**Annie PILLOT**

Correspondante Nord-Est  
annie.pillot@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 35

**Frédéric MAURY**

Correspondant IDF - Sud-Est  
frederic.maury@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 33

### Correspondants financiers

**Frédéric MAURY**

frederic.maury@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 33

**Olivier MISSE**

Ingénieur Financier  
olivier.misse@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 33

## LocalNova c'est...

### UN PORTAIL WEB

Premier portail de services  
budgétaires et financiers en ligne  
entièrement dédié aux  
collectivités locales

### DU CONSEIL BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

Société de conseil budgétaire  
et d'investissements financiers  
agréée par l'autorité des marchés  
financiers (AMF)

### Services budgétaires

- 1 - Notation financière
- 2 - Communication financière
- 3 - Rétrospective budgétaire
- 4 - Prospective financière

### Services financiers

- 1 - Crédit bancaire
- 2 - Placement bancaire
- 3 - Sécurisation de la dette
- 4 - Épargne privée

[www.localnova-finance.fr](http://www.localnova-finance.fr)

